

Commission Emploi, Qualification et Revenu du travail

L'approche internationale de la mesure du *travail dissimulé*

Philippe ADAIR

Université Paris Est Créteil, *ERUDITE*

25 septembre 2015

Plan

1. Définitions

1.1. Le travail dissimulé (Code du travail, France)

1.2. Du secteur informel (BIT, 1993) à l'emploi informel (BIT, 2002)

2. Les sources : données d'enquêtes et statistiques administratives

2.1. Les enquêtes auprès des ménages (force de travail, consommation), l'Eurobaromètre 2013

2.2. Les enquêtes auprès des entreprises : l'audit AcoSS 2011

3. L'Economie Non Observée et l'emploi informel

3.1. Economie Non Observée : à la recherche de l'exhaustivité

3.2. PIB ajusté et emploi informel en France

Références

1. Définitions

1.1. Le « travail dissimulé »

Activité légale qui contrevient au Code du travail :

- dissimulation d'une activité exercée à titre de **non-salarié** et
- dissimulation (partielle ou totale) d'un **emploi salarié** : absence de contrat de travail, bulletin de paie, cotisations sociales.

Il fait partie du **travail illégal** (sous-traitance fictive, prêt illicite de main-d'œuvre, emploi d'étranger sans titre de travail et cumul irrégulier d'emplois)

Distinct d'une **activité criminelle** (e.g. trafic d'êtres humains).

La fourchette d'estimation du travail illégal serait comprise entre **8 à 16 milliards €**, soit 0.5% à 0.8% du PIB (Tian, 2011).

1.2. Du secteur informel (BIT, 1993) à l'emploi informel (BIT, 2002)

1. Le **BIT (1993)** définit le **secteur informel** au regard de l'emploi dans les **unités de production** relevant du **secteur institutionnel** des **ménages** ne tenant pas de comptabilité complète.

Ces unités sont définies par la **taille** de leur effectif (0-9 employés), ce qui inclut les **indépendants sans salarié** et les **microentreprises** qui emploient un faible nombre de salariés permanents.

2. Le **BIT (2002)** met l'accent sur l'exigence du **travail décent**. L'emploi informel au sein des entreprises formelles est défini comme l'activité qui échappe à la réglementation du travail et de la sécurité sociale. L'emploi informel correspond ici à la composante du travail dissimulé des salariés.

Le concept plus inclusif d'**emploi informel (total)** ou d'*économie informelle*, rassemble l'**emploi au sein du secteur informel** et l'**emploi informel au sein du secteur formel** (fig. 1, tableau 1).

Fig.1. Secteur informel, emploi informel, emploi informel total

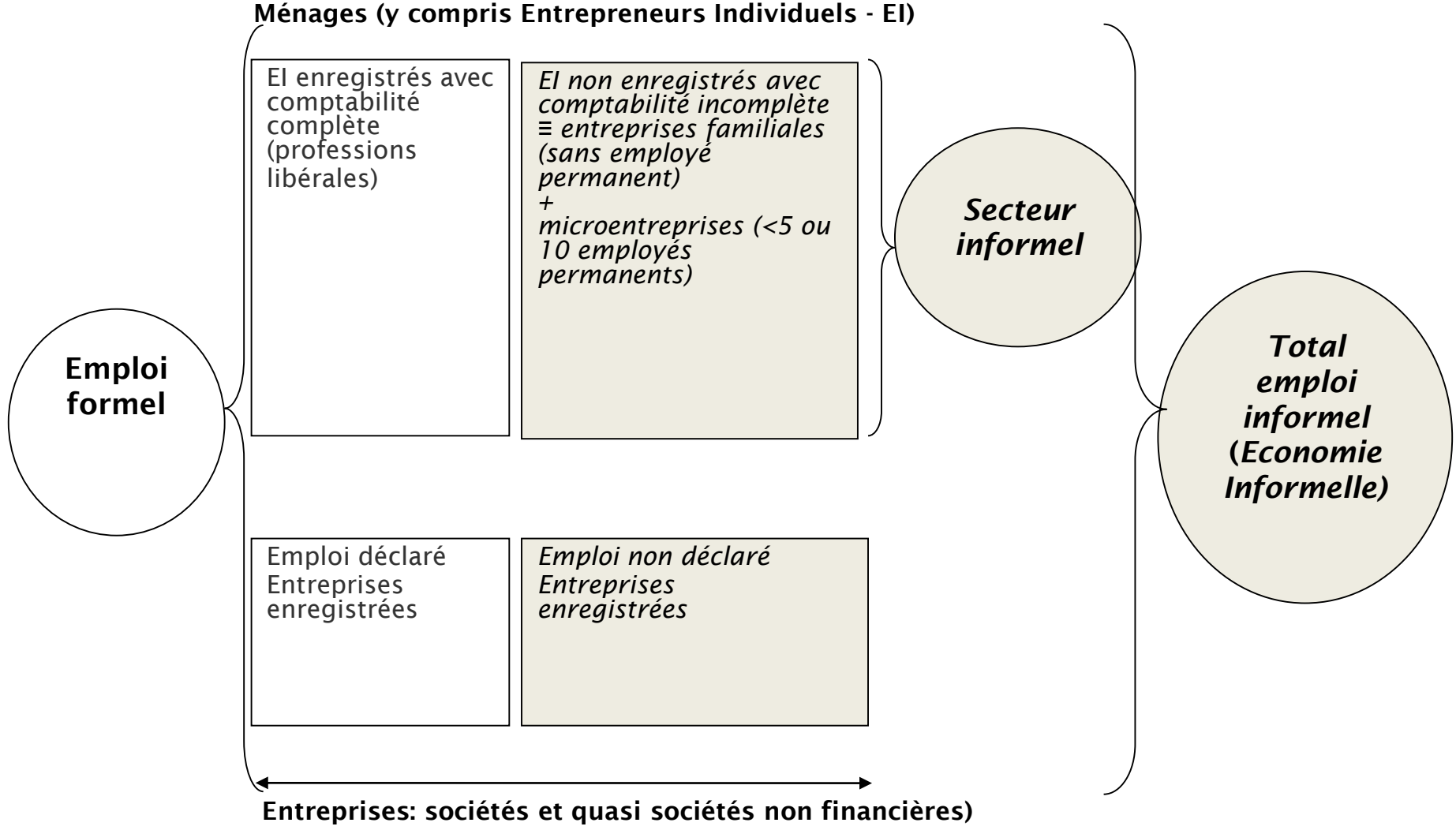


Tableau 1. Cadre conceptuel de l'emploi informel (total)

	Statut de l'emploi dans la profession									
	<i>I = Informel</i> , F = Formel									
Unité de production	Travailleurs à compte propre		Employeurs		Aides familiaux	Employés		Membres de coopératives		
	<i>I</i>	F	<i>I</i>	F	<i>I</i>	<i>I</i>	F	<i>I</i>	F	
Secteur formel					<i>1</i>	<i>2</i>				
Secteur informel*	<i>3</i>		<i>4</i>		<i>5</i>	<i>6</i>	<i>7</i>	<i>8</i>		
Ménages**	<i>9</i>					<i>10</i>				

* BIT (1993) ; **BIT (2002)

Source: Eurostat

2. Les sources

2.1. Enquêtes auprès des ménages et des individus

2.1.1. L'enquête-emploi de l'INSEE

S'inscrit dans le cadre de l'enquête européenne EU LFS - *Labour Force Survey*. Elle utilise les concepts du BIT ainsi que les nomenclatures et classifications standards.

Elle identifie notamment l'**activité**, le **statut**, le type de **contrat**, les **horaires de travail** et le **niveau d'éducation** des individus.

- L'enquête-emploi en continu rénovée en 2013 comprend **une nouvelle question pour ceux qui n'ont pas déclaré d'activité rémunérée** et ne sont ni aide familial, ni conjoint collaborateur :
- *A9 [...,] avez-vous effectué une ou plusieurs activités, déclarée(s) ou non, pour faire face à vos dépenses ?*
- L'introduction de cette question augmente le nombre d'actifs occupés de **38 000 personnes**. Soit un accroissement très modeste (0,14%) sur l'ensemble des 26 millions d'actifs occupés (23,5 millions de salariés et 2,5 millions de non-salariés).
- **Il ne s'agit donc pas d'une estimation de l'emploi informel.**

2. 1.2. Le sondage du baromètre européen

La 2^{ème} édition du baromètre européen (2013) questionne la **demande de biens et de services informels**, ainsi que l'*offre de travail non déclaré* et la perception de la fraude.

L'échantillon comprend 26563 individus âgés de 15 ans et plus des 28 pays membres, dont 1027 individus en France. Il s'agit d'**un ordre de grandeur** mais non une estimation, étant donné la taille réduite du sous-échantillon pour la **France**.

- **9%** des individus déclarent avoir achetés au moins une fois au cours de l'année un bien ou un service informel.
- **5%** des individus déclarent **exercer une activité non déclarée** (6% dans le précédent baromètre en 2007). Cependant, 38% déclarent connaître au moins une personne exerçant une activité non déclarée.
- La perception du risque de sanction pour activité non déclarée est faible : seul un tiers estime le risque est élevé, deux tiers pensent que la pénalité encourue relève d'une simple contravention. Cependant, 90% estiment la fraude sociale inacceptable.

2. 2.2. Les enquêtes auprès des entreprises : l'audit ACOSS 2011

L'ACOSS (2011) a réalisé des contrôles aléatoires sur un échantillon de 4159 établissements enregistrés employant 13424 salariés. Cet audit confirme que l'emploi informel dans le secteur formel est particulièrement répandu dans les secteurs d'activité tertiaire intensifs en main-d'œuvre.

La fraude affecte **7,3% des établissements**: elle est plus élevée dans l'hôtellerie-restauration, le commerce de détail alimentaire et les activités artistiques et de spectacles.

Le travail dissimulé concerne 2,4% des salariés. Le taux est plus élevé dans l'hôtellerie-restauration, le commerce de détail alimentaire, mais affecte aussi d'autres secteurs. Il n'y a pas de comportement de fraude distinct selon le genre ; la probabilité de dissimulation selon l'âge est significative pour les jeunes de moins de 18 ans et les salariés de plus de 60 ans (courbe en U inversée).

En raison des biais de sélection (exclusion de certains secteurs d'activité - bâtiment et services aux ménages - horaires de contrôle limités et couverture statistique restreinte aux seules entreprises enregistrées), il n'est pas possible d'extrapoler sans précaution une estimation globale de l'emploi informel.

Une extrapolation sans précaution

Il est tentant de comparer les % :
de salariés dissimulés de l'audit ACOSS (entreprises formelles)
et
de travailleurs non déclarés (non identifiés) du baromètre européen

Une telle extrapolation aboutirait à une fourchette de :
600000 salariés informels (2,4%)
à
1,3 millions travailleurs informels (5%).

Pour obtenir une estimation raisonnée, il conviendrait :

- (i) de distinguer le travail non déclaré occasionnel et régulier aussi bien que l'activité exercée à temps partiel, afin d'estimer l'emploi informel en équivalent temps plein;
- (ii) puis d'estimer leur productivité moyenne afin de mesurer leur valeur ajoutée.

(Cf. Annexe 1)

3. Économie Non Observée (ENO) et emploi informel

3.1. Économie non observée (ENO)

- Typologie élaborée par Eurostat (2005) pour assurer l'exhaustivité des comptes nationaux : 7 composantes (de N1 à N7) qui peuvent être agrégées en 5(4) catégories de production (marchande).
- La **production illégale (N2)** correspond à l'activité prohibée qui est non enregistrée par nature : **trafics de biens légaux** (cigarettes, alcool) **biens réglementés ou prohibés** (armes, drogue, êtres humains ...)
- La **production souterraine (N1+N6)** recouvre l'activité tant enregistrée et non enregistrée qui échappe aux obligations fiscales et de sécurité sociale : **fraude socio-fiscale, y compris TVA.**
- La **production informelle** regroupe l'activité à **compte propre des ménages non enregistrée (N3)** et des (micro) **entreprises non enregistrées ou enquêtées (N4+ N5)**
- La **défiance statistique (N7)** correspond aux activités non couvertes et non incluses parmi les catégories précédentes (ex. : commerce de rue)

Tableau 2 : ENO : définitions et nomenclature

5 catégories et 4 types de production				
Marchande			Non-marchande	
Illégale	Légale			
	Déficiences statistique	Souterraine	Informelle + (Emploi salarié & non salarié)	A compte propre
N2	N7	N1 + N6	N4 + N5	N3 Usage final (ménages)

Source: Eurostat (2005)

3.1. L'Economie Non Observée (ENO) au sein de UE

- Dans les 12 pays de l' UE de l'enquête OCDE 2012, la **production souterraine** représente la **part prépondérante** de l'ENO.
 - Les disparités sont néanmoins manifestes.
 - L'ENO est la plus élevée dans les pays de l'Est de l'UE ayant implémenté tous les les redressements préconisés par Eurostat .
 - L'ENO est la moins élevée dans les pays de l'Ouest de l'UE (dont la **France**), à l'exception de l'Italie.
 - Disparité des redressements : aucune production informelle, ni déficience statistique en Belgique et en Suède ;
 - production illégale non imputée en France, ni au Royaume-Uni (obligatoire à partir de 2014, mais la France renâcle à inclure la prostitution de rue et le commerce de drogue).
- . (Cf. **Annexe 2**).

3.2. PIB ajusté et emploi informel en France

- La **production souterraine** (N1+N6), trois quart de l'ENO, réalisée par des **entreprises déclarées**.
- La **production informelle** (N3+N4+N5) est le fait de l'activité des **entités économiques non enregistrées** :
 - production à compte propre des ménages et
 - production non déclarée des (micro)entreprises et des ménages non tenus d'être enregistrés et non couverts par les enquêtes.
- La **production illégale** (N2), notamment la prostitution de rue et le trafic de drogue, n'est pas comptabilisée à l'exception de la contrebande de tabac (rattachée à tort à la production informelle).
- La **déficiences statistique** (N7) correspond aux **entreprises absentes** qui fait l'objet d'un redressement préalable. Ceci surestime donc le % de l'ENO retenu par l'enquête OCDE 2012

Tableau 3 : Catégories de l'ENO et % du PIB redressé en France

Années	1985		1995		2010	
	Montant	% PIB	Montant	% PIB	Montant	% PIB
Milliards €						
Entreprises déclarées (N1+N6)	26,65	3,1%	33,7	3,3%	51,9	2,6%
Fraude fiscale (CA et VA)	20,73	2.4%	22,71	2.3%	40,7	
Écart TVA	5,33	0.6%	10,06	1.0%	11,2	
Entités économiques non déclarées (N3 N4+ N5)	9,6	1,1%	9,4	0,9%	16,2	0,8%
Entreprises sans activité juridique	7,622	0.9%	7,31	0.7%	13,4	0,67%
Travail au noir des ménages	1,98	0.2%	2,13	0.2%	2,2	0,1%
contrebande sur le tabac (N2)*					0,6	0,03%
Total hors entreprises absentes	37,2	4,1%	42,2	4,2%	68,1	3,4%
Entreprises absentes (N7)	22,86	2.7%				3,3%
Total		6,7%				6,7%

Source : INSEE (2014) et OECD (2014), 2010 ; Rimbert (2002), 1995 ; Willard (1989), 1985

Deux perspectives sur l'agenda de la recherche en France

1. **L'exploitation secondaire des données annuelles de l'enquête-emploi** conduirait à mieux identifier l'ampleur et les caractéristiques de l'emploi informel.
Une **compilation** systématique des **statistiques annuelles** collectées par l'ACOSS.
2. **L'élaboration d'une Matrice de Comptabilité Sociale** complète dans le cadre d'un modèle d'Equilibre Général Calculable afin d'aboutir à une série d'estimations indirectes de l'ENO et de la contribution de l'emploi informel.

Références (extrait)

ACOSS (2011) La lutte contre le travail illégal, rapport d'activité thématique. www.acoss.fr

BIT (2013) *Mesurer l'informalité: Manuel statistique sur le secteur informel et l'emploi informel*, OIT, Genève

Code du travail (2014) Article L8211-1, LegiFrance, Loi n°2014-288 du 5 mars 2014, article 20 (V), Journal Officiel

Eurostat, Établir le système de comptes nationaux - secteur informel, *Statistics explained*

Eurostat, EU labour force survey – methodology, *Statistics explained*

Gyomai G. (2012) Summary on the OECD Survey on Measuring the Non Observed, Statistics Directorate Committee on Statistics, OECD, September 27.

Tian D. (2011) Rapport d'information en conclusion des travaux de la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale sur la lutte contre la fraude sociale N° 3603, Commission des Affaires Sociales, Assemblée nationale, 29 juin.

TNS opinion & social (2014) *Undeclared work in the European Union*, Special Eurobarometer 402 April–May 2013, European Commission, March

Annexe 1

L'offre de travail « implicite »

L'Italie mesure l'écart entre le **taux d'activité officiel** et le **taux d'activité effectif** par **comparaison** de deux sources : **ménages** (recensement, enquête-emploi) et **entreprises**.

La **population active** est ventilée en **cinq segments d'emploi** (régulier, irrégulier, occasionnel, non déclaré, pluriactivité) qui sont tous **imputés** après conversion en temps plein, excepté l'emploi régulier, à **des entreprises de moins de 20 salariés**.

Sous-estimation. Certains **emplois** ne figurant pas dans les sources ménages ou entreprises concernent **des branches** (bâtiment, hôtellerie-restauration, transports, services domestiques et autres) dans lesquelles **l'économie informelle** est **significative**.

Surestimation, en retenant l'**hypothèse** d'une **productivité** du **travail identique** - que l'activité exercée soit déclarée ou non.

Annexe 2

Typologie de l'ENO et % du PIB : pays de l'UE

	N1+N6	N2	N3+N4+N5	N7	ENO-2012	ENO-2006
Production	Souterraine	Illégale	Informelle	Déficiences statistique	% PIB (année)	% PIB (année)
Allemagne					Non indiqué	<i>Non indiqué</i>
Autriche	2.4%	0.2%	1.5%	3.5%	7.5% (2008)	7.9% (2001)
Belgique	3.8%	0.7%			4.6% (2009)	3-4% (2002)
Espagne					Non indiqué	11.2% (2000)
Finlande					Non indiqué	<i>Non indiqué</i>
France	2.6%		0.8%	3.3%	6.7% (2008)	
Hongrie	3.1%	0.8%	3.1%	3.9%	10.9% (2009)	11.6% (2000)
Irlande					Non couvert	4% (1998)
Italie	16.2%			1.2%	17.5% (2008)	14.8% (2003)
Pays-Bas	0.8%	0.5%	0.5%	0.5%	2.3% (2007)	1% (1995)
Pologne	12.7%	0.9%	0.0%	1.8%	15.4% (2009)	15.7% (2002)
Portugal					Non indiqué)	<i>Non couvert</i>
Royaume- Uni	1.5%		0.5%	0.3%	2.3% (2005)	<i>Non indiqué</i>
Slovaquie	12.1%	0.5%	2.9%	0.2%	15.6% (2009)	<i>Non couvert</i>
Slovénie	3.9%	0.3%	2.8%	3.1%	10.2% (2007)	<i>Non couvert</i>
Suède	3%				3% (2009)	1.3% (2000)
Tchéquie	6.3%	0.4%	1.3%	0.2%	8.1% (2009)	6.6% (2000)

Sources: OECD (2012), UNECE (2007)